

Les accords transatlantiques prennent l'eau

● Dans l'UE, certains, dont la Région wallonne, rechignent à donner le feu vert à l'accord Ceta, conclu avec le Canada.

● L'opposition au traité TTIP – en cours de négociations – avec les Etats-Unis est plus vigoureuse encore.

● Les Belges ne sont pas les plus enthousiastes.

Le sondage

Fiche technique

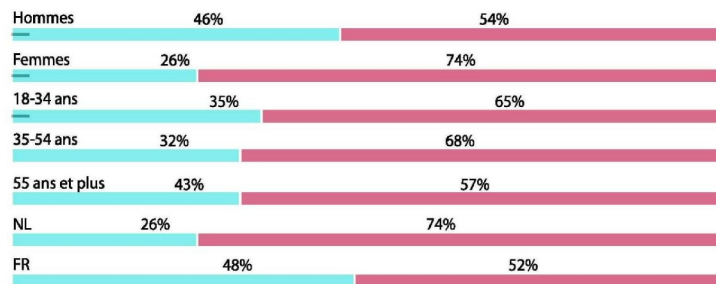
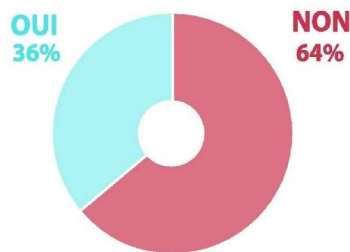
La période. Ce sondage réalisé par Dedicated pour le CNCD-11.11.11 et "La Libre Belgique" a été effectué par Internet du 14 au 18 septembre 2016.

L'échantillon. Ce sondage a été réalisé sur un échantillon strictement représentatif de 1014 Belges âgés de 18 ans et plus – 535 en Flandre, 117 à Bruxelles et 362 en Wallonie. La sélection des répondants a été réalisée par Internet dans le respect de quotas sur les principaux critères sociodémographiques (sexe, âge, actifs/non-actifs...) et répartie de façon représentative entre les provinces et entre les 19 communes pour la Région Bruxelles-Capitale.

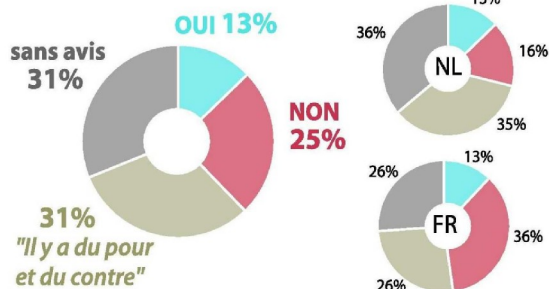
La marge d'erreur maximale est de $\pm 3,1$ % sur l'échantillon total.

QUE PENSENT LES BELGES DU TRAITÉ UE-ETATS-UNIS (TTIP) ?

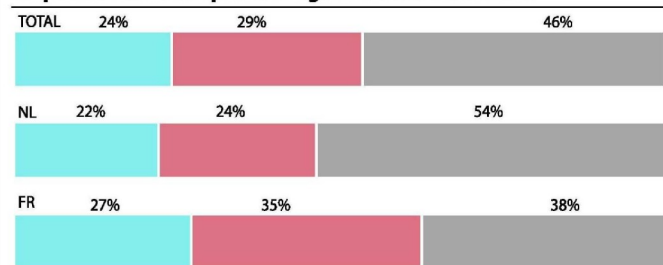
Avez-vous déjà entendu parler du partenariat de commerce de d'investissement (TTIP)?



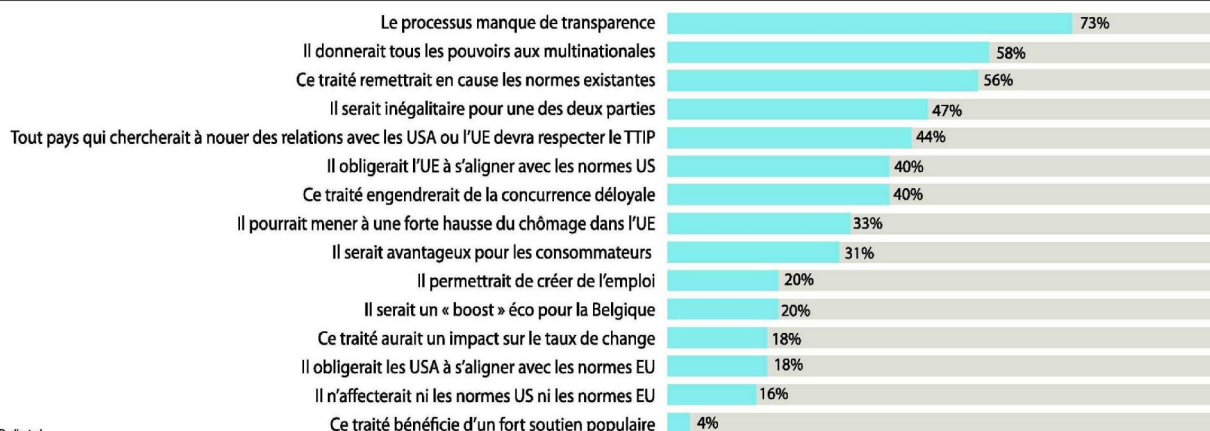
Pensez-vous que la Belgique devrait adopter le TTIP ?



Etes-vous favorable à la création de tribunaux arbitraux pour régler les plaintes des entreprises à l'égard des lois nationales?



Pensez-vous que ces affirmations au sujet du TTIP sont vraies?



Seul un Belge sur trois connaît le TTIP

Entretien Maria Udrescu

Ce mercredi, le CNCD 11-11-11, couple d'organisations non gouvernementales belges francophones et germanophones, a présenté son enquête sur le rapport des Belges à la coopération et au développement, qui analyse notamment la perception du TTIP (traité commercial en négociation entre l'Union européenne et les Etats-Unis) dans notre pays. Michel Cermak, chargé de recherche sur les questions commerciales pour le CNCD, en analyse les résultats.

36% des sondés ont déjà entendu parler du TTIP. Est-ce un résultat étonnant ?

Ce sondage couvre toute la Belgique et il y a une différence notable entre le nord et le sud du pays (*voir infographie*). Le CNCD travaille depuis des années pour faire connaître ce traité, mais nous sommes une organisation francophone. Et malheureusement, les gouvernements successifs qui ont soutenu les négociations du TTIP n'ont rien fait pour que ce traité soit débattu publiquement. Tout a été fait en catimini. Reste que 36% de personnes au courant de ce traité, c'est énorme. Si on avait fait le sondage il y a trois ans, on aurait obtenu un chiffre proche de zéro.

On voit également que les personnes de plus de 55 ans connaissent mieux ce traité que les jeunes. Comment expliquez-vous ces chiffres ?

L'explication réside sans doute dans la complexité de la

question. Les personnes pensionnées ont plus de temps pour s'informer. Le Ceta, par exemple, qui ressemble au TTIP et risque d'être approuvé cette semaine, fait 1 600 pages. On peut faire tout le travail de vulgarisation qu'on veut, ça reste un sujet complexe. On pourrait même croire qu'il est rendu volontairement complexe pour que les gens aient du mal à suivre.

73% des personnes considèrent que le processus de négociation du TTIP manque de transparence. Est-ce là le problème majeur concernant ce traité ?

Si les autorités avaient été plus transparentes depuis le début, le TTIP et les traités transatlantiques en général seraient différents. La négociation du Ceta par exemple a été totalement opaque. A aucun moment pendant les négociations, la société civile n'a pu donner son opinion ou voir des textes de négociation pour rectifier le tir. Le résultat c'est 1 600 pages à prendre ou à laisser et donc on n'a d'autre choix que de dire stop à ce traité. La transparence n'est pas uniquement une question de principe. Ça peut avoir une vraie influence sur le contenu.

Épinglé

Grande manifestation à Bruxelles

► **Entre 10 000 et 15 000 personnes**

protesteront contre les traités de libre-échange entre l'UE et le Canada d'une part (Ceta) et les Etats-Unis d'autre part (TTIP). La manifestation est coordonnée par le CNCD 11-11-11 et soutenue par les syndicats, les mutualités et plusieurs associations dont La ligue des droits de l'homme, Test-Achats et Greenpeace.

► **Le rassemblement est prévu à 16h30** au carrefour entre l'avenue des Arts et la rue de la Loi. Le départ est annoncé pour 17 heures.

► **A 18h30**, les manifestants rejoindront le rond-point Schuman où ils réaliseront un flashmob.

Les Européens entre deux eaux

L'avenir des deux traités transatlantiques que l'Union européenne entend nouer est plus que jamais incertain. L'accord commercial économique global (Ceta) avec le Canada est ficelé et la Commission européenne a formellement demandé aux Etats membres de le signer et de le conclure. Mais au sein de l'UE, d'aucuns, dont la Région wallonne (*lire p.20-21*) se font prier. Elle refuse de donner les pleins pouvoirs au gouvernement fédéral belge pour qu'il signe le traité. Or, ce n'est qu'une fois le traité signé que pourra être lancé le processus de ratification, par le Parlement européen et les parlements nationaux et régionaux compétents. Pas de signature, pas de Ceta, dont le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a pourtant affirmé qu'il s'agit "du meilleur accord commercial, et le plus progressiste, jamais négocié par l'UE".

L'affaire est encore plus mal emmanchée pour le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissements (TTIP). Les négociations, après, entre l'UE et les Etats-Unis patinent, au point que plus personne ne mentionne la date butoir de fin 2016. De plus, l'enthousiasme de certains Etats membres de l'UE a considérablement fléchi, alors qu'aux Etats-Unis le candidat républicain Trump joue la carte de l'isolationnisme et que sa rivale démocrate Clinton souffle le chaud et le froid sur la question.

Contexte politique et économique tendu

Ce raidissement s'explique par le contexte politique et socio-économique. Alors que l'économie européenne reste embourbée, le libre-échange et la globalisation ont encore moins bonne presse que par le passé auprès d'une large frange de l'opinion publique. En-

suite, on votera pour les présidentielles en France, en 2017. Pressé sur sa gauche et sur sa droite – et particulièrement par l'épouvantail Front national – le pouvoir socialiste souhaite l'arrêt des négociations. En Allemagne, le vice-chancelier social-démocrate Gabriel a jugé le TTIP, "mort de facto", en raison de l'intransigeance des Américains. Jusqu'au Premier ministre, libéral, belge, Charles Michel, qui appelait récemment dans "L'Echo" à faire une pause dans les négociations.

La Commission n'en poursuit pas moins sa mission – le 15^e cycle s'ouvrira en octobre – forte du soutien explicite exprimé, mercredi dernier, par douze Etats membres. Pour y mettre un terme, il faudrait que les (toujours) vingt-huit le décident à l'unanimité, insiste-t-on, au Berlaymont. Il n'empêche que "si un seul Etat membre dit publiquement qu'il mettra son veto, ce ne sera pas évident de pousser les Américains à poursuivre les négociations", glisse une source proche de débats.

Les opposants aux traités ont le vent dans le dos

Aussi les opposants qui considèrent que ces deux traités vont encore accroître le pouvoir des multinationales et auront des conséquences dramatiques sur les plans démocratiques, social, agricole et environnemental (lire p.20) sont décidés à accroître la pression sur les gouvernements. Ils manifesteront ce mardi, à Bruxelles, avec pour première cible le Ceta, considéré comme "le cheval de Troie du TTIP". Selon eux, si le Ceta passe, il sera impossible de faire barrage au traité UE-Etats-Unis. Une analyse erronée, selon une source diplomatique : "C'est un cheval de Troie du TTIP, mais pas dans le sens où ils l'entendent. Les Canadiens voulaient tellement boucler l'accord avant le TTIP qu'ils ont fait beaucoup de concessions, notamment sur les tribunaux privés. Pour cette raison, les Américains ne seraient pas malheureux si le Ceta venait à échouer."

Reste qu'hormis l'exception wallonne, l'opposition des capitales au Ceta est moins frontale – même si, pour des raisons diverses, la Slovaquie, la Hongrie, l'Autriche et la Roumanie et la Bulgarie sont sur la défensive. Mais la France anti-TTIP est farouchement pro-Ceta et les obstacles se lèvent en Allemagne (p.21). Par ailleurs, le patronat pousse pour la conclusion de ces accords – même si on constate plus de réserve du côté des PME, tandis que la DG Commerce, Jean-Luc Demarty a joué les Cassandra, début août, avertissant que si le Ceta coulait, c'est toute la politique commerciale de l'Union qui ferait naufrage.

Pour le Ceta, le compteur tourne : un sommet UE-Canada est programmé le 27 octobre. La réunion informelle des ministres européens du Commerce qui se tiendra, fin de semaine, à Bratislava, sous l'égide de la présidence slovaque de l'UE, va donner aux Européens l'occasion de se compter. Et donnera un indice des chances de survie des deux traités.

Olivier le Bussy

"Nous avons hâte de continuer les négociations avec les USA."

DOUZE ETATS MEMBRES

"Le mandat de négociation [...] n'a plus le soutien politique de la France."

MARTIN FEKL

Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur

Qu'est-ce que le Ceta ?

► **Lancées en mai 2009, les négociations de l'accord économique et commercial global** (plus connu sous l'acronyme anglais Ceta) entre l'Union européenne et le Canada ont été conclues en septembre 2014, puis rouvertes à la demande des Européens, pour être finalisées en février 2016.

► **C'est l'accord commercial** le plus complet jamais signé par l'UE à ce jour, avec un pays du G7, qui plus est. Il est censé favoriser les échanges de biens et de services entre les parties mais aussi faciliter les investissements.

► **L'UE est le deuxième partenaire commercial** du Canada après les Etats-Unis. Le commerce des biens entre les deux partenaires s'élève à près de 60 milliards d'euros par an ; celui des services à 26 milliards (chiffres de 2012). L'UE est le deuxième investisseur étranger au Canada (260 milliards d'euros en 2012), et le Canada le quatrième investisseur étranger dans l'UE (142 milliards d'euros en 2012). **OleB**

Qu'est-ce que le TTIP ?

► **Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement** (connu sous l'acronyme anglais TTIP) est en négociation entre l'UE et les Etats-Unis depuis juillet 2013. La Commission européenne négocie sur la base d'un mandat approuvé par les Etats membres.

► **Le TTIP vise à** favoriser les échanges dans les domaines des biens et des services, ainsi qu'à accroître les investissements transatlantiques. L'objectif est également de fixer les standards de normes au niveau mondial. Ses trois piliers sont l'abaissement des barrières tarifaires, la coopération réglementaire (harmonisation ou, surtout, reconnaissance mutuelle des normes) et l'ouverture des marchés publics.

► **Les relations entre les deux blocs** représentent 31 % des échanges et plus de 53 % du PIB de la planète. L'UE exporte environ 310 milliards d'euros de marchandises (2014) et 160 milliards d'euros de services (2013) vers les Etats-Unis. En 2013, les Etats-Unis étaient le principal investisseur dans l'UE, avec 1650 milliards de stocks d'investissement. **OleB**

Les accords transatlantiques : superbe opportunité ou malédiction ?

Croissance

Le grand écart des projections

Chiffres. Selon l'association patronale BusinessEurope, le TTIP devrait générer 0,5 % de croissance supplémentaire chaque année, soit 120 milliards d'euros de PIB. Toujours selon BusinessEurope, cet accroissement de l'activité économique pourrait se traduire par la création d'1,3 million d'emplois en Europe au cours des dix prochaines années.

D'autres études aboutissent à un gain de croissance économique nettement plus modeste. L'"Austrian Foundation for Development Research" (OFSE) a analysé les résultats de quatre études évaluant l'impact économique du TTIP.

Selon cette analyse, le TTIP ne générera qu'entre 0,3 % et 1,3 % de croissance additionnelle étalée sur dix ans en Europe. En outre, l'OFSE estime que ces quatre études minimisent le coût social du TTIP.

Tribunaux d'arbitrage privés

Une justice privatisée

Epouvantail. La mesure la plus controversée du TTIP et du Ceta est l'instauration d'une cour d'arbitrage privée dite ISDS (*Investor-State Dispute Settlement*) pour régler les différends entre les entreprises et les Etats. Selon le CNCD, 60 % des conflits traités devant ce genre de juridiction se concluent en faveur de l'entreprise. La ville d'Hambourg a ainsi dû revoir à la baisse ses normes environnementales car le propriétaire d'une centrale au charbon réclamait 1,4 milliard d'euros d'indemnisation. L'Allemagne a également été attaquée pour avoir décidé la sortie du nucléaire, tandis que l'Australie a été poursuivie pour sa politique contre le tabac.

La Commission a entendu les craintes relatives aux ISDS. Le fonctionnement de l'ISDS a été réformé dans le cadre du Ceta, et rebaptisé ICS (*Investment Court System*): le tribunal sera permanent, et non ad hoc; les juges nommés et rémunérés par les Etats; une possibilité d'appel est prévue; ainsi que des sanctions contre les "plaintes frivoles". Les Européens espèrent en faire de même pour le TTIP – ce n'est pas gagné. Ça n'en reste pas moins un épouvantail pour les opposants aux accords transatlantiques.

Les listes négatives

Les services publics concurrencés ?

Retournement. La plupart des traités de libre-échange signés sous l'égide de l'OMC fonctionnaient sur la base de listes positives. Cela signifie que tous les secteurs soumis aux traités sont explicitement nommés par les Etats signataires. Le TTIP et le Ceta fonctionnent, au contraire, sur la base d'une liste négative: tout ce qui ne figure pas dans les exceptions est soumis aux règles de libre-échange. "C'est un problème car des secteurs comme l'éducation et la santé pourraient être concurrencés par des entreprises privées américaines", explique Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCD. "Il ne suffit pas de mettre les services d'intérêt général dans la liste des exceptions. En Belgique, l'enseignement est organisé via plusieurs réseaux en concurrence, ce qui le placera en dehors des services d'intérêt général."

Normes communes

Levée des barrières non tarifaires

A côté des droits de douane et des protections accordées à certains secteurs, existent les barrières non tarifaires. Soit toute une série de normes de production ou d'importation propres à l'UE et aux Etats-Unis. Selon certains économistes, une harmonisation ou (plus souvent) une reconnaissance mutuelle de ces normes permettrait de favoriser davantage les échanges que l'abaissement des droits de douane. Les opposants au TTIP redoutent que cela aboutisse à un abaissement des normes européennes et disent pis que pendre du futur "Organe de coopération réglementaire", que les parties consulteraient en préparant de nouvelles réglementations. Les négociateurs européens jurent cependant qu'il n'y aura jamais d'accord sur l'importation d'OGM, de bœuf aux hormones, ou de poulet chloré et assurent que le processus de décision restera, en Europe, aux mains du Parlement européen et des Etats membres.

Agriculture

Une catastrophe pour l'Union ?

Chute des prix. Selon l'eurodéputé vert Philippe Lamberts, l'adoption des deux traités serait une catastrophe pour le secteur agricole en Europe. *"Ceta pourrait se traduire par l'importation de 50 000 tonnes de viande porcine et 50 000 tonnes de viande bovine, explique l'écologiste. "Cela va faire pression sur les prix alors que le secteur ne se porte pas bien. D'une manière générale, l'agriculture paysanne serait encore davantage sous pression avec le TTIP et le Ceta."* Un rapport du ministère de l'Agriculture américain sur le TTIP a aussi alerté l'eurodéputé socialiste Marc Tarabella. Il conclut que si les droits de douane étaient abolis, les Etats-Unis pourraient exporter leurs produits agricoles vers l'UE pour 5,5 milliards de dollars de plus, contre 800 millions de dollars supplémentaires pour l'UE à l'export. *"Ce ne serait le cas que si l'UE accédait à toutes les demandes des Etats-Unis"*, démine une source diplomatique.

Les exportations belges

La Belgique bien lotie ?

Position. Selon la FEB, la Belgique pourrait profiter pleinement des accords de libre-échange transatlantiques. *"C'est d'autant plus important pour notre économie ouverte qui dépend à plus de 80 % de ses exportations"*, explique la fédération patronale. Même le parti socialiste reconnaît que le Ceta pourrait être bénéfique. *"L'ouverture du marché canadien pourrait profiter à nos entreprises, notamment au secteur pharmaceutique, expliquait récemment la députée wallonne Olga Zrihen. Mais il ne faut pas être aveuglé par le marché canadien au point d'oublier les effets négatifs potentiels"*. Le ministre de l'Economie, Kris Peeters (CD&V), finalise une étude sur l'impact du TTIP pour la Belgique. Et il se dit que notre pays fait partie de ceux qui bénéficieraient le plus du traité.

Laurent Lambrecht

Les Wallons résistent à la pression des patrons

■ Malgré la pression, le gouvernement wallon PS-CDH n'entend pas revenir sur sa décision d'empêcher la signature du Ceta.

Les patrons ont remis le couvert pile deux mois après leur premier appel. Lundi, ils ont dit espérer *"que l'ensemble des autorités belges pourront très prochainement marquer leur accord sur la signature et ensuite la ratification du Ceta"*, l'accord de libre-échange commercial entre l'Union européenne et le Canada. Dans leur communiqué, la FEB (Fédération des entre-

prises de Belgique) et les coupoles patronales flamande, wallonne et bruxelloise mettent la pression. *"Un blocage potentiel de l'accord serait fort dommageable pour l'image internationale de la Belgique ainsi que pour les relations économiques privilégiées (avec) le Canada."*

Dans leur viseur: les représentants politiques wallons, singulièrement le PS et le CDH qui gouvernent au sud du pays. Le 27 avril dernier, le Parlement wallon votait, en effet, une résolution initiée par Ecolo demandant au gouvernement wallon de ne pas accorder les pleins pouvoirs au gouvernement fédéral pour signer le Ceta. Message reçu et respecté par l'exécutif wallon.

Les Wallons reprochent au Ceta le peu d'attention accordée aux normes sociales et environnementales.

Dans la foulée, les parlements et gouvernements de la Communauté française et de la Région bruxelloise en faisaient de même. Or, sans le paraphe de la Belgique, l'accord commercial restera lettre morte. Autant dire que la pression est forte sur les partis francophones récalcitrants (tous, sauf le MR, seul francophone au fédéral). Elle vient des rangs patronaux, donc. Mais aussi du fédéral, de la Flandre et de l'Europe, notamment en perspective du conseil européen informel de Bratislava, ce vendredi.

Pour les Wallons, c'est non, non et non

"Pour nous, la question est tranchée depuis juillet: nous n'allons pas donner les pleins pouvoirs au fédéral", a réagi lundi le cabinet du ministre-Président wallon, Paul Magnette (PS). En coulisse, on assure ne pas craindre d'éventuelles représailles économiques de la part du Canada ou des partenaires européens. *"Sinon, on n'aurait pas pris une telle décision"*, dit l'un. Selon un autre, *"il ne faut pas se tromper. La pression politique, c'est une chose, le business en est une autre. Les entreprises wallonnes continuent à faire des affaires avec les Canadiens"*. Presque comme si de rien n'était, sous-entend-on.

Ce que reprochent les Wallons au Ceta, c'est, en résumé: l'absence de balises quant au respect des droits fondamentaux et des expressions culturelles propres aux pays; le manque d'attention accordée aux normes

sociales et environnementales européennes et à la préservation des services publics; un accord taillé sur mesure pour les multinationales aux dépens des (très) petites et moyennes entreprises. En outre, ils considèrent le Ceta comme une sorte de cheval de Troie du TTIP, le méga accord de libre-échange avec les Etats-Unis, toujours en cours de négociation.

Du côté du gouvernement fédéral (MR, N-VA, CD&V, Open VLD), pro-Ceta, on fulmine. *“Celui qui refuse le Ceta, ne veut pas non plus d'un accord commercial avec la Grande-Bretagne”*, avait dit le Premier ministre Charles Michel (MR), la semaine dernière à la Chambre, faisait référence aux accords commerciaux qui devront être négociés avec le Royaume-Uni à la suite du Brexit. Il en faudra toutefois plus pour convaincre le PS, le CDH, Ecolo, Défi et le SP.A, tous dans l'opposition fédérale, mais au pouvoir à Bruxelles ou en Wallonie.

A. C.

Gabriel ne fait pas obstacle à l'accord avec le Canada

■ Les sociaux-démocrates allemands se déclarent en faveur du Ceta, mais restent opposés au TTIP.

Marcel Linden
Correspondant en Allemagne

Au prix d'un compromis avec la gauche sociale-démocrate, le vice-chancelier et chef du SPD Sigmar Gabriel a réussi à rallier son parti à l'accord de libre-échange Ceta entre l'Union européenne et le Canada. Sa position a été approuvée par deux tiers des 200 délégués sociaux-démocrates. Si le SPD avait dit non, le prestige du ministre de l'Economie, qui doit en principe défendre les intérêts de l'industrie exportatrice, aurait souffert. Et ses chances d'être le challenger victorieux d'Angela Merkel aux élections de l'automne 2017 auraient été quasiment nulles.

Réuni lundi à Wolfsburg, siège de Volkswagen, le comité directeur élargi du SPD a approuvé un compromis prévoyant un “processus d'audition exhaustif” sur les questions pendantes du Ceta entre le Parlement européen, les parlements nationaux et les groupes sociétaux (syndicats, ONG). Il est entendu que jusqu'à la fin de ce processus,

l'accord de libre-échange ne pourra pas entrer en vigueur. Les sceptiques redoutent entre autres un traitement privilégié d'investisseurs étrangers au détriment d'investisseurs nationaux et de particuliers et la réduction de standards concernant les conditions de travail. Au cours du week-end, entre 200 000 et 300 000 adversaires du Ceta et de l'accord TTIP de libre-échange avec les Etats-Unis avaient défilé dans sept métropoles allemandes.

Une position allemande qui détonne

Le TTIP fait plus peur que le Ceta, l'Amérique servant plus facilement d'épouvantail politique en Allemagne que le Canada de l'affable Premier ministre Justin Trudeau. Pour obtenir le feu vert de son parti sur le Ceta, l'habile Sigmar Gabriel a très tôt lâché du lest sur l'accord UE-Etats-Unis en disant: *“Le TTIP est pratiquement mort”*. La chancelière chrétienne-démocrate Angela Merkel l'avait ouvertement contredit en assurant que les négociations avec Washington continuaient. Mais à Berlin, même les plus grands champions des relations transatlantiques semblent douter qu'un accord puisse encore être bouclé avant le terme de l'administration Obama.

En fait, la large critique contre le TTIP et le Ceta détonne dans un pays qui profite exceptionnellement du libre-échange. A côté de la Chine, l'Allemagne accumule les plus grands excédents commerciaux du monde. Evidemment, le patronat approuve les nouveaux accords. Les particuliers apolitiques, qui descendent par milliers dans la rue, sont scandalisés quand on leur fait remarquer qu'ils appuient les protectionnistes de l'extrême gauche, Die Linke, et de l'extrême droite,

Alternative für Deutschland (AfD).

L'annonce du rachat de Monsanto, groupe des semences génétiquement transformées et fabricant de glyphosate, par le chimiste allemand Bayer a vraiment mis en colère celles et ceux qu'inquiètent l'agriculture et l'alimentation industrialisées.